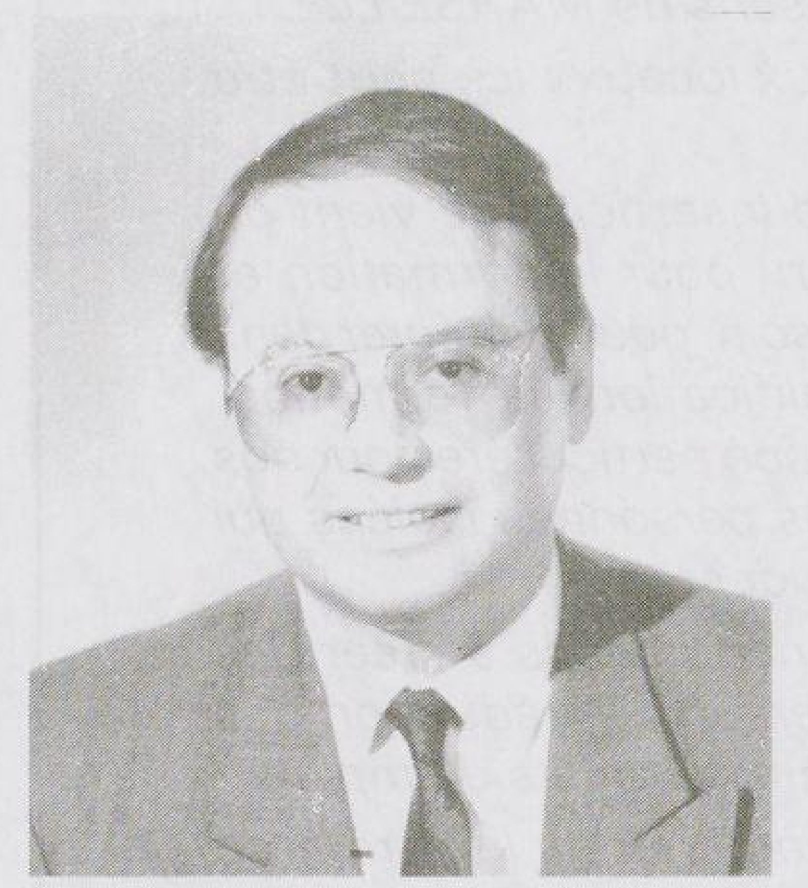
REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 JUIN 1988

4e CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE

Jean-Jacques LEONETTI



Jean-Jacques LFONETTI, 49 ans
Député, Conseiller Général,
Président de la Commission des Finances
Rapporteur général du Budget
Conseiller municipal de Marseille.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous voici une fois encore amenés à vous rendre aux urnes. Le Président de la République avait bien espéré pouvoir faire l'économie de ce scrutin législatif, en appelant, de tous ses vœux, l'ouverture. Il souhaitait, en effet, qu'au-delà de leurs convictions respectives, des hommes et des femmes d'horizons différents puissent se retrouver pour travailler, ensemble, dans l'intérêt du pays.

Ce désir d'élargissement viendra sans doute plus tard, mais pour l'instant il s'est heurté à un refus.

FRANÇOIS MITTERRAND en a tiré la conséquence logique en prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale. Il ne lui était pas possible de maintenir en place une majorité de Droite, dont la seule volonté aurait été d'empêcher le Gouvernement de concrétiser les projets pour la France, définis dans la "Lettre aux Français".

La grande ambition de ce septennat et du Chef de l'Etat, est de donner à la France les moyens de réussir le grand rendez-vous européen de 1992. "La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir", a déclaré FRANÇOIS MITTERRAND.

Pour y parvenir, il est donc plus que jamais nécessaire de se rassembler autour d'objectifs clairs : l'Enseignement, la Formation, la Recherche sont les socles d'une action qui doit dynamiser l'économie, faire reculer le chômage, ouvrir de nouvelles perspectives.

Dans le même temps, la solidarité et la justice sociale s'inscrivent dans les priorités. Avec la volonté de privilégier le dialogue social indispensable à la cohésion nationale.

Ce n'est pas par hasard, si l'un des premiers actes concrets du Gouvernement a été d'adopter, simultanément, deux projets de loi, l'un instituant le revenu minimum pour les plus démunis, l'autre rétablissant l'impôt sur les grandes fortunes, qui financera, en partie du moins, cette réforme.

Candidat socialiste dans notre 4e Circonscription, qui s'étend aujourd'hui de la Belle-de-Mai à l'Estaque, de Saint-Charles à Notre-Dame-Limite, **J'entends apporter ma contribution à cet effort exaltant.**

Beaucoup d'entre vous me connaissent. Vos préoccupations, vos inquiétudes, vos désirs, je les partage quotidiennement depuis des années. Elu municipal de Marseille, Conseiller général des Bouches-du-Rhône, député de notre Département depuis 1981, Je souhaite poursuivre mon action au service de la circonscription.

Ici comme ailleurs, existent des problèmes d'emploi, d'insertion, des difficultés économiques, des besoins d'espérance pour la jeunesse.

Le Gouvernement de Michel ROCARD est décidé à se battre sur ce terrain de la vie. **Aidez-le dans ce combat en m'accordant, dès le premier tour, votre confiance.**

Au second tour de l'élection présidentielle, une large majorité de républicains et de démocrates, bien au-delà des clivages politiques et traditionnels, s'est retrouvée autour de FRANÇOIS MITTERRAND. Ce rassemblement est de nouveau souhaitable et possible.

Il faut relever le défi de Le Pen, qui tente, à travers ces élections législatives, de se tailler une place au soleil de Marseille. Partout le Front National doit reculer. C'est la meilleure façon de condamner une idéologie à haut risque, de rejeter, sans appel, le racisme, la haine, l'intolérance.

Oui, unissons-nous pour défendre, ensemble, les vraies valeurs de la démocratie.

J'en appelle, solennellement aux 56.612 électeurs et électrices de notre 4e Circonscription. Il y va à la fois de l'intérêt de la France. De cette France unie que FRANÇOIS MITTERRAND engage, résolument, dans l'avenir.

Jean-Jacques LEONETTI

Votez Jean-Jacques LEONETTI

VU LE CANDIDAT

Marseillaises, Marseillais,

MARSEILLE redevient un symbole national.

Les Marseillais ont aujourd'hui la possibilité de relever le défi et de montrer MARSEILLE sous son jour véritable : celui de la capitale européenne de la Méditerranée, ville solidaire, ouverte au monde, aux entreprises et aux technologies du futur.

Ce choix dépend de vous.

Dans chacune des huit circonscriptions de la ville, le Président de la République peut compter sur nos candidats pour lui donner les moyens de poursuivre sa mission et retrouver le vrai sens de MARSEILLE.

Car les enjeux nationaux sont aussi des enjeux locaux : ici, peut-être plus qu'ailleurs.

La solidarité passe par le revenu minimum d'insertion que vient de décider le Gouvernement, par un effort accru pour la Formation et l'Education. Beaucoup de Marseillais en ont besoin, pour s'intégrer dans une société dont il faudra améliorer la qualification, la formation, l'éducation. La solidarité exige aussi une attention particulière pour nos jeunes, nos personnes âgées, les familles, les personnes isolées qui vivent souvent dans la plus grande des solitudes.

Nos entreprises doivent être soutenues et encouragées à créer des emplois durables par des aides à l'investissement, la réduction des prélèvements obligatoires pour les entreprises créatrices d'emplois.

L'Etat et les collectivités locales doivent garder tout leur rôle de régulation de la vie économique et sociale et de protection des plus démunis.

Ces ambitions sont d'autant plus fortes que l'extrême Droite a trompé beaucoup de nos concitoyens qui, sous des formules simplistes, ont pu croire que la démocratie avait fait son temps, que les plus faibles devraient être abandonnés, que la sécurité ne pourrait être assurée que par la ségrégation sociale.

Contre l'intolérance et l'exclusion, MARSEILLE a des affronts à laver et des défis à relever.

RIEN NE POURRA SE FAIRE SANS VOTRE CONCOURS.

C'EST POUR RECONCILIER MARSEILLE AVEC SON HISTOIRE ET LA FRANCE AVEC SON DESTIN QUE VOUS CHOISIREZ LES CANDIDATS DE LA REUSSITE DANS LA SOLIDARITE.

VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE